DÉPLAIRE

POUR RÉDUIRE LES FRACTURES SOCIALES CONTEMPORAINES

Jean-François Trinquecoste

hermann

Déplaire

www.editions-hermann.fr

ISBN : 979 1 0370 4866 0
ISBN epub : 979 1 0370 4867 7
ISBN pdf : 979 1 0370 4868 4
© 2026, Hermann Éditeurs, 6 rue Labrouste, 75015 Paris

Toute reproduction ou représentation de cet ouvrage, intégrale ou partielle, serait illicite sans l'autorisation de l'éditeur et constituerait une contrefaçon. Les cas strictement limités à l'usage privé ou de citation sont régis par la loi du 11 mars 1957.

Jean-François Trinquecoste

DÉPLAIRE

Pour réduire les fractures sociales contemporaines

hermann
Depuis 1876

Pour mon fils

« *Toutes choses étant causées et causantes, aidées et aidantes, médiates et immédiates, et toutes s'entretenant par un lien naturel et insensible qui lie les plus éloignées et les plus différentes, je tiens pour impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître les parties* ».

Blaise Pascal. *Pensées*.

« Il faut être léger comme l'oiseau et non comme la plume »,

Paul Valéry, « Aphorismes », *Nouvelle Revue française*, n° 204, 1er septembre 1930, p. 294.

Introduction

Déplaire est rarement un projet. Il faut dire que déplaire implique de courir de nombreux risques : à commencer, dans la sphère privée, par ceux de la solitude et, dans la sphère professionnelle, par ceux de la frustration. Plaire est en revanche un atout évident. Nul ne le contestera. Dans le domaine politique en particulier, en démocratie, plaire semble une nécessité – puisqu'il faut être élu pour parvenir « aux affaires ». De là l'injonction de plaire.

Mais qu'est-ce que plaire ? Les dictionnaires définissent ce verbe comme caractérisant le fait d'être d'une fréquentation agréable, procurant la satisfaction, l'affection voire le désir ou même l'amour. Plaire relève de la capacité à ne pas indisposer autrui, à séduire et à être attrayant. Pour tout être vivant en société, ne pas déplaire est une nécessité, plaire une injonction sociale. Or, il semble que, depuis les années 1960, dans la plupart des pays occidentaux dont la France, cette injonction se soit chargée d'une dimension nouvelle du fait du passage, par ailleurs depuis longtemps « documenté », d'une société moderne à une société de consommation de masse, qui assimile l'*être* à l'*avoir* et le *bonheur* au *bien-être*. Dans cette société nouvelle, sous l'effet de la postmodernité, le mot *plaire* se présente sous un nouveau jour. Je le mobilise à dessein parce que, en le considérant comme un acronyme, il permet de servir de fil conducteur aux développements qui suivent : chaque lettre étant, en effet, l'initiale d'une des caractéristiques structurantes de nos sociétés contemporaines.

Le P, tout d'abord, est la première lettre du terme *postmodernité*. La période à laquelle cette dénomination se réfère passe pour avoir été à l'origine d'un ensemble de transformations

intellectuelles, culturelles, sociales et artistiques. Succédant à la crise de l'État-providence, aux chocs pétroliers et à une certaine désillusion à l'égard du progrès technique, la postmodernité a érodé la croyance dans un progrès linéaire et rationnel. Les travaux des intellectuels qui l'ont portée ont eu pour effet direct l'affaiblissement des hiérarchies établies et la fragmentation des savoirs. La postmodernité a aussi conduit à une certaine recomposition sociale faite d'un intérêt croissant pour la consommation, d'une contestation des grandes idéologies et d'une multiplication des revendications identitaires.

L est l'initiale du mot *libéralisme*. Durant ces mêmes années 1970, le libéralisme économique a pris une importance grandissante. Il est considéré, à juste titre, comme un déterminant essentiel de la transformation de nos sociétés. L'émergence de cette doctrine économique s'est faite sur des bases théoriques conduites par des économistes influents – Friedrich Hayek et Milton Friedman en particulier –, qui ont critiqué les démarches de planification et la logique interventionniste des États. Ils ont vu dans le libéralisme un facteur déterminant des progrès sociaux et un remède contre les totalitarismes. En France, cette évolution s'est faite sous une forme, certes, « aménagée »[1], mais qui demeure caractéristique. De fait, le libéralisme ne produit pas que des effets positifs : la dérégulation des marchés suscite par exemple une internationalisation accrue des chaînes de production, un accroissement de la concurrence, une injonction à la performance et, en définitive, l'existence d'une pression professionnelle et psychologique sur les travailleurs qui peut, elle-même, engendrer affaiblissement du lien social et précarité.

Le A se réfère à la notion d'*archipélisation*[2] qui désigne un phénomène de centrifugation sociale caractéristique des

1. Ragot Xavier, *Civiliser le capitalisme. Crise du libéralisme européen et retour du politique*, Paris, Fayard, 2019.

2. Expression notamment utilisée par Jérôme Fourquet in *L'Archipel français*, Paris, Seuil, 2019.

sociétés occidentales. L'individualisme qui émerge au XIX^e^ siècle mais que la société de consommation a exacerbé, a favorisé la perte d'un sentiment d'appartenance à de grands ensembles collectifs et permis la constitution d'îlots sociaux, culturels et territoriaux. Cela se traduit par un affaiblissement des liens entre communautés, vécus comme intermittents et conflictuels. Cela se traduit aussi par la dégradation des unités nationales. En définitive, chaque individu appartient à plusieurs îlots communautaires organisés autour de facteurs culturels et moraux polarisants : l'*homo contemporaneus* circule de l'un à l'autre en croisant nombre de ses congénères – qui parcourent d'autres itinéraires – sans jamais les rencontrer. Les incompréhensions se multiplient et engendrent des réflexes de replis identitaires qui affaiblissent toujours davantage les mécanismes d'intégration et rendent quasi impossible de produire des politiques consensuelles.

Conformément à ce qui a été souligné dans le paragraphe précédent, la lettre I de l'acronyme renvoie à une caractéristique connexe de nos sociétés qui exaltent de plus en plus l'expression des subjectivités individuelles et la revendication des droits particuliers : l'*individualisme* toujours croissant continue de causer l'effondrement des grandes institutions intégratrices (telles que l'Église, l'État, les syndicats, les partis, l'armée, l'école, etc.) et l'érosion des autorités (politiques, morales, sociales et intellectuelles). En accordant le primat au bien-être personnel, le nouvel individualisme incite au repli égocentrique, fréquemment mentionné comme une caractéristique saillante et regrettable de l'époque actuelle.

Ce repli sur soi est évidemment favorisé par l'influence croissante des *réseaux sociaux*, dont l'initiale R constitue la lettre suivante de l'acronyme qui sert de fil conducteur. L'influence des réseaux sociaux sur nos sociétés, et dans nos vies quotidiennes, s'est construite progressivement, mais son avènement fut rapide à l'échelle planétaire : que ce soit sous l'effet de Facebook en 2004, de YouTube en 2005 ou encore de Twitter en 2006, les réseaux sociaux sont devenus omniprésents depuis

une dizaine d'années. Avec Instagram, Snapchat ou TikTok, ils organisent désormais une grande part de la *socialisation* et conduisent à des phénomènes spectaculaires de mise en scène du quotidien. Tant et si bien que l'opinion publique commence à percevoir les menaces politiques qu'ils représentent : ils sont les premiers outils des puissances étrangères qui cherchent à influencer ou à malmener les sociétés libres, particulièrement à la veille d'échéances électorales. Mais les réseaux sociaux ont aussi des effets psychologiques notoires : en exacerbant le besoin de reconnaissance, ils fragilisent le psychisme des individus, ils renforcent la dépendance au regard d'autrui et ils enferment les individus dans des bulles homogènes qui les condamnent à s'entourer de ce qu'ils contiennent déjà. Ils accélèrent aussi le présentisme en se nourrissant de réactions émotionnelles instantanées.

Enfin, le moment étant venu de mentionner la dernière lettre de l'acronyme P.L.A.I.R.E, il convient de préciser que le E se réfère à l'*émotion*. Tel est bien désormais le pivot de nos vies et de nos sociétés. L'émotion individuelle est devenue une des recherches essentielles de nos existences, et l'émotion collective la principale force de « changement social ». Il ne s'agit plus d'instruire ou d'informer, il n'importe plus d'aider le citoyen à raisonner et à comprendre ; il importe plutôt, désormais, de l'émouvoir. Inutile d'insister sur le fait que, quand l'esprit critique cède la place à l'émoi, le risque de manipulation grandit : dans les domaines commerciaux, les *nudges* nous incitent à agir sans réfléchir, mais pire : au niveau politique, nous devenons moins capables de porter un diagnostic clair et informé sur l'état du monde.

Nos sociétés engendrent des individus qui cherchent moins, par la raison et par l'esprit critique, à s'informer de la réalité des faits qu'à conforter leurs opinions et leurs préjugés. Ils cherchent moins, par l'effort et le travail, à s'élever dans la hiérarchie sociale qu'à parvenir à une reconnaissance par l'image : à titre d'illustration, les adolescents d'aujourd'hui

désirent davantage devenir « influenceurs » que « juges, magistrats ou avocats ». L'« autre » est moins considéré comme une source potentielle de richesse que comme un facteur probable d'empêchement et de contrariété. Les selfies dont on use – et dont on abuse sans doute – permettent à chacun de se regarder sans discontinuer et de se mettre en scène sous le regard de ses congénères transformés en spectateurs de sa vie quand, inversement, ils ne le rendent pas spectateur de la leur.

Dès lors, sur la base de ces premières considérations, en quoi *déplaire* peut-il devenir un programme ? En quoi peut-il constituer un moyen d'envisager et d'offrir des perspectives meilleures pour l'avenir ? En quoi peut-il conduire à réduire les fractures dont on se désole ?

En premier lieu parce que, si l'on juge que les caractéristiques précédemment évoquées contribuent effectivement à l'existence, à la nature et au degré des fractures sociales contemporaines, il apparaît consécutivement normal et souhaitable d'envisager des évolutions favorables – voire des repentirs – concernant tout ou partie d'entre elles. D'où une première raison d'envisager l'intérêt potentiel de « dé-P.L.A.I.R.E. »

En second lieu, et du point de vue de son acception la plus directe, parce qu'à l'heure où j'écris ces lignes, il est admis que les décisions qui s'imposent à nos sociétés, pour l'avenir, s'avéreront aussi nécessaires que difficiles à assumer. Ceux qui auront le courage de les prendre seront certes à la hauteur des défis écologiques, technologiques, démographiques, économiques et sociaux qui nous font face ; mais ils seront probablement aussi très impopulaires. En effet, déplaire peut représenter la seule option envisageable à celui qui veut le bien. Car le bien n'est pas nécessairement ce qui plaît immédiatement : il exige parfois des mesures éprouvantes, impopulaires, voire douloureuses, précisément parce qu'il vise non l'agréable,

mais le meilleur. Ainsi, dans le *Gorgias*[3], Platon propose-t-il une distinction éclairante entre la cuisine et la médecine afin de montrer que la recherche du bien ne coïncide pas avec la satisfaction du désir :

> C'est ainsi que la cuisine contrefait la médecine et feint de connaître les aliments qui conviennent le mieux au corps, de telle façon que si des enfants, ou des hommes aussi déraisonnables que des enfants avaient à juger, entre le médecin et le cuisinier, lequel connaît le mieux la qualité bonne ou mauvaise des aliments, le médecin n'aurait qu'à mourir de faim. […] Une telle pratique, je l'appelle flatterie […] parce qu'elle vise à l'agréable sans souci du meilleur.

Le cuisinier flatte le goût, tandis que le médecin prescrit un remède, quitte à déplaire : l'un obtient l'approbation immédiate, l'autre poursuit la santé, même au prix du rejet. Le médecin prescrit ce qui guérit, même si cela déplaît ; le cuisinier offre ce qui plaît, même si cela nuit. C'est pourquoi, celui qui cherche le bien – moral, politique ou intellectuel – ne doit pas craindre de *déplaire* : il doit parfois contrarier, imposer une vérité difficile, ou exiger un effort, parce qu'il s'adresse à ce qui sauve plutôt qu'à ce qui séduit.

En définitive, pour faire écho aux considérations qui précèdent et sur la base d'une analyse de la société contemporaine, de ses composantes et de son évolution, il me semble aujourd'hui loisible d'argumenter que les remèdes aux maux sociétaux qu'on déplore pourraient conduire, pour l'avenir, les acteurs du changement à assumer de devoir « déplaire » tout autant qu'à se résoudre à vouloir « dé-*P.L.A.I.R.E* ».

---

3. Platon, *Gorgias*, introduction et notes par Monique Canto-Sperber, Paris, GF, Flammation, 2024, n° 465.

1

Postmodernité

Au sein des sociétés occidentales, les années 1970 sont à l'origine d'un « tournant » philosophique, social et économique. Elles ont introduit une rupture, à la fois profonde et protéiforme, éloignant nos mentalités et nos modes de vie de la période précédente, habituellement qualifiée de « moderne ». Elles ont consécutivement fait entrer nos sociétés dans une ère « postmoderne ». Que l'on juge ou non que la période contemporaine relève encore de la postmodernité, on conviendra qu'elle demeure marquée par l'effacement patent de nombre de caractéristiques de la « modernité ».

1. La modernité

La modernité émerge à la fin du Moyen Âge et s'affirme pleinement aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles. Elle est, plus précisément, une conséquence de la révolution scientifique, des « Lumières », et de la révolution industrielle. La modernité consacre une rupture d'avec les traditions anciennes (prémodernes), notamment en matière de pensée, de culture et d'organisation sociale. Le projet moderne est caractérisé par une recherche de progrès, une quête d'innovation, ainsi que par la place et la confiance accordées à la rationalité. Il conduit la science et la raison à prendre le pas sur la superstition et le dogmatisme. Les valeurs modernes renforcent aussi l'idée que l'individu est le centre de

toute chose. La modernité promeut l'émancipation personnelle, la liberté de choix et la préservation de la dignité ; elle « sacralise » les droits de l'homme et du citoyen. La modernité conduit également à la création de nouvelles institutions, telles que les États-nations et les systèmes démocratiques. Ces institutions ont vocation à organiser et à réguler la vie sociale, tout en reflétant des idéaux tels que la justice, l'égalité et les droits de l'homme. La modernité consacre, enfin, la possibilité de passer du stade de communauté à celui de société[1]. Elle transforme ces dernières en les rendant plus « rationnelles » et sécularisées. Les croyances et les pratiques religieuses perdent de l'influence au profit de discours et d'institutions laïques. La science et la découverte des lois de la nature qu'elle permet, et qui nourrissent la confiance qu'elle a en elle-même et en son projet, suppriment la nécessité des explications imaginaires ou des êtres magiques qui donnaient préalablement du sens à ce que les individus observaient ou subissaient. Elle entraîne, en conséquence, ce que Max Weber[2] a appelé un « désenchantement » du monde. La technologie qui découle de la science permet l'apparition d'un phénomène d'industrialisation qui change la manière de produire et bouleverse les modes de vie. Ce faisant, il soulève aussi des questions concernant les conditions de travail, les inégalités économiques et les questions environnementales. L'urbanisation qui accompagne cette évolution concentre les populations dans les villes et modifie la nature des relations humaines, de même que les relations entre classes sociales et entre villes et campagnes. La modernité favorise aussi l'émergence de nouveaux mouvements

1. Tönnies Ferdinand, *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, trad. fr. par Niall Bond et Sylvie Mesure, Paris, Presses universitaires de France, 2010 (1re éd. 1887).

2. Weber Max, « La science comme vocation », conférence prononcée en 1917 et publiée en 1919 in *Le Savant et le Politique*, trad. de l'allemand par Catherine Colliot-Thélène, Paris, La Découverte, coll. « Poche », 2023 (1re éd. française 1959)